

Priorités de la formation continue : PAC, ECS solaire, régulation, légionelle

En Ile-de-France, les besoins "prioritaires" de formation continue en génie climatique concernent la gestion des risques sanitaires liés aux réseaux d'eau, l'ECS solaire, la PAC et la mise en service et la maintenance de la régulation de climatisation. C'est ce qui ressort d'une étude régionale que vient de publier l'Observatoire de l'emploi et de la formation dans le BTP en Ile-de-France. Dans cette région, plus de 2600 salariés en plomberie-chauffage suivent annuellement des stages de formation continue.

En chauffage, sur la période récente, le recrutement a été annuellement de quelque 550 embauches sur un marché francilien du travail qui, côté demande, comprend notamment 900 jeunes diplômés de niveau V et IV et plus de 3 000 demandeurs d'emploi de plombier-chauffagiste. L'appareil régional de formation diplômante couvre potentiellement les besoins du secteur, ajoute l'étude, qui estime à près de 300 jeunes de moins de 25 ans les besoins annuels de renouvellement des effectifs franciliens de chauffagistes. En région parisienne, il y a plus de 2600 chauffagistes salariés, avec un âge moyen de 37 ans.

Rapide croissance des réseaux de chaleur au bois

< Le nombre de réseaux de chaleur alimentés par des chaufferies bois, réseaux généralement de création récente, est en forte croissance depuis une dizaine d'années. Et, si la progression des réseaux ruraux est aujourd'hui en légère perte de croissance, l'énergie bois séduit de plus en plus les agglomérations de taille importante. > C'est ce que constate une enquête que vient de publier l'association Amorce, qui a calculé, pour tous ces réseaux bois, un prix moyen de vente de la chaleur de 53,3 euros HT/MWh. Ce prix est "assez peu en rapport avec le prix de revient, mais plutôt fonction des niveaux de concurrence des autres sources d'énergie", souligne-t-on à l'association. La France compte aujourd'hui quelque 470 réseaux de chaleur fonctionnant à la biomasse (sans compter ceux alimentant des bâtiments d'un seul maître d'ouvrage), dont 43% dotés de chaufferies bois de moins de 500 kW, 27% de 500 à 1500 kW, 15% de 1500 à 3000 kW et 19% de plus de 3000 kW. < Des projets qui pourraient être jugés économiquement non rentables ou surdimensionnés, voient tout de même le jour, car ils jouent un rôle important en termes de proximité, d'économie locale et/ou de sylviculture, analyse-t-on à Amorce. Les cas de substitution sur des réseaux de chaleur existants concernent essentiellement des chaufferies bois de plus de 3 MW, venant en remplacement généralement du gaz ou du charbon. > 75% des 470 réseaux bois desservent des logements collectifs, 84% des établissements d'enseignement. L'étude observe une "tendance de développement de réseaux à partir d'un premier - gros - consommateur, tel qu'un collège ou un lycée, dans un projet porté ou initié par le département ou la région". Elle observe également un "sensible" développement du raccordement de maisons individuelles depuis 2007, ainsi qu'une croissance, également récente, des raccordements d'établissements de soins. La taille des chaufferies bois augmente avec la taille des villes, remarque l'étude, qui, par ailleurs, constate un surdimensionnement des plus petites chaufferies bois. < Pour les réseaux d'une puissance bois inférieure à 500 kW, la part du bois représente en moyenne plus de 90% du mix énergétique >, signale l'étude, qui ajoute que, dans ces réseaux, ruraux, le bois remplace souvent le fioul domestique.

Climatique : comment évolue le marché français ?

En matériels de génie climatique, voici quelle a été l'évolution récente du marché français selon les toutes dernières statistiques de l'INSEE, encore provisoires :

INDICES DE PRIX DE PRODUCTION POUR LE MARCHÉ FRANÇAIS :

- Equipements aérauliques et frigorifiques : 118,3 en juin 2011 (108,8 en juin 2010).
- Matériel aéraulique : 116,9 en juin 2011 (109,2 en juin 2010).

INDICES DE PRIX DE L'OFFRE INTÉRIEURE :

- Radiateurs et chaudières pour le chauffage central : 109 en juin 2011 (108,4 en juin 2010).

INDICE DES PRIX MOYENS À LA CONSOMMATION EN MÉTROPOLE, HEURES DE MO TTC :

- Travaux de plomberie : 45,73 en juillet 2011 (44,9 en juillet 2010).
- Travaux d'électricité : 43,66 en juillet 2011 (42,49 en juillet 2010).

INDICE DE CHIFFRE D'AFFAIRES CVS-CJO :

- Commerce de gros de fournitures pour plomberie et chauffage : 121,1 en juin 2011 (117,1 en juin 2010).

INDICE DE CHIFFRE D'AFFAIRES CVS :

- Production et distribution de vapeur et d'air conditionné : 135,6 en juin 2011 (127,8 en juin 2010).